

## UN PRINTEMPS DE PROMESSES

Comment ne pas, dans une période de campagne des élections législatives où pourtant renaît l'espoir d'une possible alternative progressiste en France, avec le rassemblement même fragile des forces se réclamant de la Gauche, oui comment ne pas commencer, hélas, **par les menaces qui une fois de plus viennent peser sur les droits et les libertés des femmes ?**

Et ces régressions ne sont le monopole d'aucun « camp », quand les références au dogme religieux dissimulent mal chez leurs auteurs la haine des femmes et la peur de les voir disposer librement de leur corps.

Qu'il s'agisse de contraintes vestimentaires à nouveau imposées en Afghanistan qui visent un véritable effacement, mais aussi bien sûr de la remise en cause par une Cour suprême désormais à majorité Républicaine du droit à l'IVG aux Etats Unis – héritage d'un mandat présidentiel nationaliste qui, quel que soit le côté de l'Atlantique, rime toujours avec réaction – ou encore les viols des femmes ou des jeunes filles ukrainiennes par l'armée russe, c'est bien toujours une lutte pour l'égalité et la liberté entre chaque personne humaine que doivent poursuivre, opiniâtrement, les progressistes.

Un combat sans fin, mais si vital, contre toutes formes de discriminations, qu'elles soient fondées sur le genre, les croyances, la couleur de la peau ou l'identité sexuelle. Car ces discriminations tuent, comme le confirme le récent et terrible évènement d'un lycée de Nantes.

**En ce mois de mai 2022, chaque militant.e se revendiquant du syndicalisme de transformation sociale doit affronter deux sentiments contradictoires.**

**D'une part le soulagement de voir l'extrême Droite française écartée du pouvoir**, un scénario à la hongroise ou à la polonaise évités, et du reste assez largement.

La FSU y a pris sa juste part, en appelant à « battre politiquement l'extrême Droite ».

Pour autant, le nombre important de voix issues du salariat et qui se sont portées sur Marine Le Pen, alors même que dans un acte rare, les secrétaires généraux respectifs de la CGT et de la CFDT avaient co signé un appel à lui faire barrage, ne peut que nous conforter dans l'idée que l'essentiel – convaincre de la dangerosité démocratique et de l'imposture du discours social des forces nationalistes – reste à faire.

Par ailleurs, la défaite de Marine Le Pen se traduit par la victoire du candidat dont la politique libérale et autoritaire, la posture élitiste et méprisante ont paradoxalement fourni au nationalisme ses meilleurs arguments.

**C'est pourquoi la tâche première du syndicalisme de luttes consiste, dans les semaines et les mois qui viennent à s'opposer aux régressions sociales** que le pompier pyromane Emmanuel Macron ne manquera pas – au-delà de ses belles paroles, hier sur le monde d'après, aujourd'hui sur un résultat qui l'oblige – de mener dans son second quinquennat les régressions sociales qu'attend le monde patronal et financier, et qu'il n'avait pu mener à terme en raison des mobilisations – syndicales ou gilets jaunes – mais aussi de la crise sanitaire.

Retraites, fiscalité, protection sociale, statuts des fonctionnaires, éducation... : les cibles sont connues.

A cela la FSU opposera la force de ses propositions et sa capacité à rassembler pour mobiliser.

**Et d'abord sur le front des rémunérations et des pensions** : c'est tout de suite que nous exigeons une première étape de revalorisation de 10 % pour toutes et tous, dans le cadre d'une augmentation générale du point d'indice. Et les promesses ne nous suffiront pas, pas plus que les demandes gouvernementales de contreparties ne nous conviendront.

Par ailleurs, dans la mesure où le syndicalisme, loin de se définir comme le simple porte-parole d'intérêts catégoriels ou corporatistes, mais bien partie prenante des grandes orientations nationales dans le souci de l'intérêt général, la FSU portera l'**exigence d'un retour à un véritable dialogue social**, basé sur le respect mutuel entre l'État et les représentant.es élu.es des personnels, et donc la rupture avec la caricature qui en tient lieu depuis trop d'années. L'abrogation de la LTFP, le retour à une conception des fonctionnaires – citoyens (et non sujets), et pour le coup une exigence non négociable.

Plus globalement, la FSU ne devrait elle pas, dans la limite de son champ de responsabilité, et en toute indépendance, avec d'autres organisations, syndicales, associatives ou politiques, par exemple dans le cadre de Plus jamais ça, participer à la réflexion sur la **nécessaire revitalisation de notre démocratie**, affaiblie par une gestion de plus en plus verticale du pouvoir, la marginalisation des corps intermédiaires, l'abaissement sans cesse accentué d'un parlement chambre d'enregistrement, au bénéfice d'un Président somme toute minoritaire en voix et pourtant tout puissant ?

Il en va de même, ce qui ne va pas de soi et nécessite une vraie prise de conscience et une réflexion sur des mesures concrètes, sur les **questions environnementales** dont chaque catastrophe climatique souligne chaque jour davantage l'absolue et urgente nécessité d'une réorientation des politiques de développement.

C'est bien également ainsi, dans notre rôle de syndicalistes, dans l'action et la proposition, et pas uniquement sur les revendications matérielles, même si celles-ci demeurent pour nous prioritaires, que la FSU jouera son rôle avant les législatives.

Alors que l'espoir renaît d'une union des Gauches, d'une dynamique de rassemblement populaire des forces progressistes, c'est moins en soutenant telle ou telle candidature ou telle évolution du paysage politique qu'en portant les revendications de ses adhérent.es et en agissant pour l'unité syndicale que la FSU apportera le plus efficacement sa pierre à une possible défaite des forces conservatrices et nationalistes.

Si certes les réalités ne sont pas transposables du champ politique au champ syndical, qui ne voit le soutien de l'électorat progressiste au processus de rassemblement, même imparfait et localement contesté, de la Gauche ?

**Quoi qu'il en soit du verdict des urnes, et même en cas de victoire des forces politiques progressistes, rien ne sera possible sans les mobilisations massives des salarié.es et le rassemblement des forces syndicales.**

La FSU, forte des mandats réaffirmés au Congrès de Metz, sera cheville ouvrière, une fois de plus, des initiatives qui doivent permettre, le plus tôt possible, des territoires locaux au niveau national, le rapprochement des organisations syndicales de transformation sociale, sans exclusive, et d'abord avec la CGT et Solidaires.

*Matthieu Leiritz, Rachel Schneider*